nombreuse clientèle. Les hôpitaux et les hospices en sont les types principaux.

Les autres institutions, au lieu de s'adresser à ceux qui manquent des choses nécessaires à la vie, s'occupent d'une manière particulière de ceux que leurs conditions d'existence exposent à se trouver dans une situation analogue ; et leur mode d'action consiste à empêcher de naître ce mal que les premiers s'efforcent d'atténuer : ce sont les institutions de prévoyance et, à leur tête, brillent les sociétés de secours mutuel.

Il suffit, ce semble, d'énoncer comme nous venons de le faire, le but de ces deux espèces d'institutions pour que la supériorité des dernières apparaisse aussitôt avec évidence. Le bon sens indique que l'on réussit plus aisément à se préserver d'un mal qu'à le guérir une fois déclaré, et qu'il y a, sous tous les rapports, gain et avantage à détruire la cause sans attendre qu'elle ait produit ses effets.

La supériorité des institutions de prévoyance n'aura sans doute pas pour résultat de rendre inutiles les institutions de bienfaisance, mais il paraît évident que, une fois parvenues à un développement complet, rendus accessibles à toutes les populations ouvrières dans les villes et dans les campagnes, comprises et jugées dans leur véritable valeur par toutes les classes de la société, elles auront pour effet nécessaire de réduire notablement les charges de la charité publique et privée, en même temps qu'elles auront produit, sous le rapport moral, des résultats précieux.

Le moment où il en sera ainsi est encore éloigné de nous ; mais au point où nous sommes aujourd'hui parvenus, la réalisation des belles espérances que l'on peut faire reposer sur les œuvres de prévoyance en général, serait considérablement hâtée si les particuliers s'intéressaient plus activement à leur progrès et les secondaient davantage par leur dévouement et leur zèle.

Les gouvernants doivent faire plus qu'aucun autre pour l'organisation et le développement des œuvres de ce genre, dans lesquelles il faut reconnaître le moyen le plus propre à assurer et à garantir le bien-être du peuple : ils doivent leur donner une impulsion effective, perfectionner celles déjà existantes et user de toutes les ressources dont ils disposent pour faire comprendre et apprécier ces institutions protectrices.

Mais la tâche des gouvernements ne saurait, ce nous semble, aller au-delà, et celle des parti-

culliers doit commencer déjà. Nous ne pourrions noter un résultat sérieux et des effets importants que le jour où l'on aura compris le concours qui doit s'établir, à cet égard, entre les parties à concourir.

L'initiative individuelle, laissée à elle-même, est fatalement dépourvue des enseignements que la centralisation et l'observation d'un ensemble considérable de faits procurent au Gouvernement, et elle travaille à tâtons : si l'expérience finit par l'instruire, c'est souvent au prix de coûteuses leçons et, en outre, cette expérience ne sert qu'à un petit nombre.

Le gouvernement, d'un autre côté, ne peut pas parvenir à créer, au moyen de ses fonctionnaires et de ses agents, des institutions qui réclament la coopération des citoyens eux-mêmes, ni prendre par la main ceux à qui les bienfaits de ces institutions sont destinés.

Il faut donc que la haute direction du gouvernement et le dévouement individuel s'exercent simultanément, et il y aurait égal préjudice à ce que l'un ou l'autre de ces éléments vint à manquer. Si l'on est obligé de reconnaître que le gouvernement a rempli sa tâche, qu'il a fait tout ce qu'il devait ou pouvait faire : d'un autre côté, si l'on admet que nos institutions de prévoyance sont bien éloignées de ce qu'elles pourraient être et qu'elles ne sont pas même encore bien connues de nos populations, c'est donc à ces populations elles-mêmes, ou plutôt à ceux qui pourraient les éclairer sur leurs intérêts, à exercer sur elles une influence favorable et les amener, par leur exemple et par leurs conseils, à ces institutions que le reproche doit en être adressé. Dans le cas contraire, c'est le gouvernement qui est coupable, à moins que le concours de l'un et l'autre ne soit insuffisant.

Nous espérons, dans tous les cas, que cet état de choses ne subsistera pas plus longtemps que les œuvres de prévoyance diocésaines, secondées et soutenues, développées et encouragées par les hommes éclairés et influents, mises comprises de jour en jour par les classes laborieuses, parviendront à réaliser dans toute l'étendue les bienfaits qu'elles renferment et couvriront pour une large part, à la prospérité de notre pays et au bien-être général.

Le meilleur plaidoyer qu'on puisse faire en faveur d'une vérité, dans quelque domaine que ce soit, le plus éloquent et le plus susceptible d'assurer son triomphe, c'est de proclamer tout et toujours cette vérité ; un temps plus ou moins long s'écoule jusqu'à ce qu'elle soit cueillie, mais elle finit par l'être, et les sur-